

Merci à Hyska  
Membre du site devenez-fonctionnaire.fr  
pour le partage de sa copie pour les futurs candidats

14.75 / 20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : IFIP interne

Session : 2025

Epreuve n° : 1

Matière : Note de synthèse

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

01 / 02

Exercice 1

Face au danger croissant du dérèglement climatique, la France doit atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Malgré ses bons résultats, elle doit pourtant faire l'effort de doubler la baisse de ses émissions de gaz à effet de serre pour y parvenir.

Il est alors important de se demander quels sont les défis et les conséquences de cette transition vers la neutralité carbone rencontrés par l'ensemble des acteurs.

Nous essaierons de répondre à cette question en présentant, dans un premier temps, les défis rencontrés par les différents acteurs de cette transition et, dans un second temps, les conséquences de cette dernière.

I. Les défis rencontrés par les acteurs de la transition vers la neutralité carbone.

Cette transition ne peut pas se faire sans le concours de l'ensemble des acteurs : d'une part, l'Etat et les politiques publiques et, d'autre part, les entreprises et les citoyens.



## A - L'Etat et les politiques publiques

Le premier défi que va rencontrer l'Etat, et sans aucun doute le plus important, est le défi climatique. En effet, l'été 2023 l'a rappelé à l'ordre, la hausse de la température s'est encore accélérée. Cette hausse a et aura un impact sur l'épuisement des ressources naturelles et de la biodiversité. Pour faire face à ce défi, l'Accord de Paris a fixé à +1°C Celsius l'augmentation de la température moyenne mondiale - la neutralité carbone permettant d'y parvenir.

Le deuxième défi est d'ordre européen. En effet, la France la législation européenne sur le climat de juillet 2021 prévoit que la France baisse ses émissions de gaz à effet de serre de 55% en 2035 par rapport à 1990. En outre, l'exemple des voisins européens tel que la Suède avec la décarbonation de son parc de logement peut être source d'inspiration.

Le troisième défi est évidemment politique. Comme l'a rappelé l'ex Premier Ministre Mme Elisabeth Borne dans son discours du 12 juillet 2023, cette transition doit nécessairement associer l'Etat avec les entreprises, les collectivités locales et la réalité du quotidien des Français. En effet, tout plan Etatique au long cours doit faire face à son acceptabilité. Cette dernière peut être mise en mal par l'engagement financier de l'Etat, tels que les 7 milliards d'euros supplémentaires dont Mme Elisabeth Borne parlait dans le discours cité précédemment.

L'Etat et les politiques publiques ne sont pas les seuls qui devront faire face à des défis. En effet, les entreprises et les citoyens seront également au cœur de cette transition.



## B - Les entreprises et les citoyens.

Par les entreprises, la transition vers la neutralité carbone s'apparente au "défi du siècle". En effet, on estime qu'il faudrait un investissement annuel supplémentaire de 31 à 33 milliards d'euros. Dès lors, il paraît évident que peu d'entreprises vont faire cet effort. En France, seul 18% d'entre elles prévoient de réaliser cette transition. Par ailleurs, il existe des exemples d'entreprises à succès. En effet, Intermarché a quasiment déjà atteint la neutralité carbone. Il gère l'ensemble de son activité depuis 2014 en mobilisant 10% de l'investissement global.

Les citoyens, quant à eux, devront faire face à des défis de nature différente. En effet, il faudra demander des efforts à la hauteur de chacun et s'attacher à l'accompagner des plus fragiles. Pour illustrer le propos, il faudra s'assurer que chacun dispose d'un moyen de transport décarboné ou, à défaut, d'un véhicule propre. Des aides telles que "My prime, rénové" permet aux citoyens de faire face à ce défi. Les derniers sont la clé de voûte de cette transition car ils sont les premiers acteurs de l'acceptabilité de l'action de l'Etat. Enfin, il convient de mobiliser les Français en adaptant les formations dans les administrations et en renforçant leur engagement, l'exemple des services civiques en est une bonne illustration.

Nous venons de voir que le premier enjeu de la transition vers la neutralité carbone étant les défis, rendus tels par l'ensemble de ses acteurs - Nous allons maintenant présenter les différentes conséquences qu'elle aura.

## A) - Les différentes conséquences de la transition vers la neutralité carbone.



Les conséquences se différencient selon qu'elles soient à court terme, avec la hausse des prix, ou à long terme, avec les résultats de la transition.

## A - Une augmentation des prix à court terme.

Comme nous l'avons déjà vu, la transition vers la neutralité carbone va nécessiter des investissements massifs de la part des entreprises. Les secteurs ne sont pas tous pollueurs à part égale. En effet, celui des transports est le plus émetteur avec 30% en 2021. L'agriculture, l'industrie et les bâtiments sont juste derrière. Les différents secteurs sont au cœur de l'économie française, une hausse des prix sera donc inévitable dans un premier temps.

En outre, les outils mis en place par l'Etat pour accélérer cette transition accentuent cet état de fait. En effet, les politiques publiques sont dirigées à ce sujet. On peut citer la taxation du carbone, autrefois appelée "taxe carbone", l'élimination des subventions aux énergies fossiles ou encore la réglementation sectorielle. Cette dernière contraint un secteur en particulier à respecter des standards compatibles avec les objectifs climatiques. Selon un article de Metcalf & Stock J de 2020, tout ceci contribuera à une augmentation des prix de production, et donc à une augmentation des prix à la consommation des biens carbonés.

Si les conséquences à long terme peuvent sembler négatives, celles à long terme s'annoncent à contrario bénéfiques.

## B. Des résultats bénéfiques à long terme.



(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : IFIP interne

Session : 2023

Epreuve n° : 1

Matière : Note de synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille : 02 / 02

## Exercice 1 (suite)

Le premier bénéfice, le plus important, est l'impact climatique. En effet, à long terme, le maintien de l'écologie et de la biodiversité en restant en dessous des +2°C est primordial.

En outre, le développement des technologies bas-carbon pour éviter les effets catastrophiques du changement climatique pourrait permettre la reprise de la croissance économique au même niveau qu'avant la transition vers la neutralité carbone. Cette croissance, dites "croissance verte" sera étroitement liée aux investissements initiaux faits dans cette transition écologique.

Enfin, un dernier bénéfice sera celui induit par la hausse des "emplois verts". En effet, les emplois directement liés à la transition écologique seront grandement impactés. Selon différents modèles, ils devraient leur nombre augmenter de 900 000 en 2050.

Sans parler de bénéfices, car non quantifiables, il ne faudra pas occulter l'amélioration du bien-être des citoyens et notamment sur leur santé.



## Exercice 2

Les émissions de gaz à effet de serre sont la principale cause du dérèglement actuel. Les deux principales sont le  $\text{CO}_2$ , lié à l'activité industrielle, et le méthane, lié à l'activité agricole. Comment l'Etat peut-il agir pour réduire leurs émissions et donc participer à la transition écologique. Nous présenterons, dans un premier temps, les outils "punitifs" que l'Etat peut mobiliser et, dans un second temps, les outils "incitatifs".

Le premier levier "punitif" que l'Etat peut mobiliser, et qu'il mobilise déjà, est la taxation du carbone. En effet, la plus grande partie de l'industrie française est encore liée au carbone, et donc à l'émission de  $\text{CO}_2$ . En renforçant la taxe carbone, l'Etat peut obliger les entreprises à investir massivement dans les énergies décarbonées. En outre, en taxant les carburants fossiles, etc, les politiques publiques incitent les Français à être plus sobres. Par exemple, en changeant le moyen de chauffage par une pompe à chaleur.

Une autre grande source d'émissions de gaz à effet de serre est l'agriculture, car liée aux méthanes émis par les animaux. Une solution pourrait être de taxer la viande, et notamment celle dites "rouge" afin de réduire sa consommation et donc son empreinte écologique.

Enfin, le bilan carbone lié aux résidences secondaires est bon d'être grand. Il s'agit donc d'augmenter la taxe d'habitation de ces logements afin d'en réduire leur nombre.

Pour que l'Etat ne soit pas limité à des outils "punitifs", il doit également mettre en place des outils susceptibles d'amener à une réduction des gaz à effet de serre.



Tout d'abord, il semble opportun de renforcer les aides gouvernementales alternatives par les taxations supplémentaires tant nous venons de discuter sur les principales sources d'émission. Nous avons déjà cité l'exercice du chauffage individuel avec "l'apprentissage", c'est le cas également avec le bonus écologique pour l'achat de véhicules dits "propres". Il convient également de renforcer le parc nucléaire français qui lui permet, d'une part, de produire une électricité décarbonnée et, d'autre part, de lui assurer une sécurité énergétique. Cet état de fait peut être renforcé par le maintien des expérimentations sur les centrales nucléaires à fusion lancées depuis quelques années. Enfin, concernant l'émission de méthane, il pourrait être intéressant de lancer des campagnes publicitaires gouvernementales afin d'inciter les citoyens à réduire leurs consommations de viande. Ce mécanisme a déjà fait ses preuves en ce qui concerne le tabac et l'alcool.

La réduction des émissions des gaz à effet de serre est donc en grande partie liée aux politiques publiques mises en place. Les dernières diffèrent selon l'activité qu'elle doit cibler mais doit mêler mesures positives et mesures incitatives.

Téléchargement sur  
[www.devenez-fonctionnaire.fr](http://www.devenez-fonctionnaire.fr)  
site d'entraide et de partage  
entièrement GRATUIT